front rouge

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE Nº 43 / 26 OCTOBRE 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 / BP 47 / 69 397 LYON CEDEX 3

APPEL

à la constitution de

comités indochine palestine

à bas les impérialismes européens !

Alors que partout dans le monde les peuples opprimés engagent la lutte contre la domination impérialiste, alors que les peuples indochinois ouvrent aux peuples du monde la voie de la libération par la guerre populaire, aujourd'hui en France le mouvement révolutionnaire n'est pas à la hauteur des taches anti-impérialistes qui lui incombent. Ce sont les révisionnistes et les trotskistes qui ont le monopole du "soutien" au peuple vietnamien. On en arrive à cette situation contradictoire que ceux qui sont des ennemis de la révolution vietnamienne, se présentent aux yeux des masses comme ses meilleurs défenseurs ! Il est vital, il est urgent que les marxistes léninistes et tous les anti-impérialistes surmontent les difficultés qui entravent l'action commune et engagent sans tarder-sur des bases politiques claires - un travail de soutien à la lutte révolutionnaire des peuples indochinois et palestiniens.

Ce travail doit s'inspirer des exemples positifs du mouvement anti-impérialiste dans notre pays sans retomber dans les mêmes erreurs :

1. Les peuples indochinois sont aux avants postes de la révolution mondiale. C'est en Indochine que se situe le maillon le plus faible de la domination impérialiste.

Parce que la lutte du peuple vietnamien agit sur l'ensemble des contradictions du monde actuel, parce qu'elle affaiblit l'ensemble du système impérialiste, et renforce le camp de la révolution mondiale, il serait erronné de limiter le travail anti-impérialiste au seul soutien de la lutte du peuple vietnamien.

Il existe dans le monde d'autres foyers révolutionnaires importants. Après l'Asie du sud-est, le Moyen Orient est la région du monde où les contradictions qui opposent les peuples à l'impérialisme sont les plus aigues.

Malgré les revers temporaires qu'il a subis, malgré l'ampleur de la répression impérialo-sioniste, le peuple palestinien va de l'avant dans la lutte héroïque qu'il mène pour la reconquête de sa patrie.

La lutte du peuple palestinien est le fer de lance de la lutte des peuples arabes contre la domination impérialiste.

2. En luttant contre l'impérialisme, les peuples révolutionnaires s'opposent aussi au social-impérialisme. Il n'est pas possible de dénoncer l'impérialisme sans dénoncer le social-impérialisme.

Le peuple vietnamien, le peuple cambodgien, le peuple laotien, le peuple palestinien se heurtent au social-impérialisme.

Il est nécessaire de dénoncer la politique d'agression de faux soutien et de trahison pratiquée par le social-impérialisme envers les peuples en lutte.

3. L'impérialisme français qui opprime directement ou indirectement de nombreux peuples, est amené par sa nature et ses intérêts de classe à accorder un soutien à l'impérialisme US dans son agression contre les peuples d'Indochine et du Moyen Orient.

Il n'est pas possible en France de soutenir de façon conséquente les peuples indochinois et palestinien, sans lutter aussi contre l'impérialisme français.

Les Communistes Marxistes Léninistes de France (front rouge) appellent à la création immédiate dans les usines, dans les CET, les lycées, les facultés, de comités Indochine-Palestine.

— Les C.I.P. se fixeront pour but de développer en direction de la classe ouvrière, des masses exploitées, et de la jeunesse intellectuelle, un travail de masse anti-impérialiste.

— En luttant contre l'impérialisme et le social-impérialisme, les C.I.P. se fixeront pour but de faire progresser dans les masses la compréhension du lien qui unit la lutte des peuples indochinois et palestinien à la lutte contre l'impérialisme français du prolétariat et de ses alliés, en France et dans les colonies et néo colonies opprimées par l'impérialisme français.

les peuples indochinois et palestinien vaincront !

constituons partout des comités indochine-palestine !

La tenue à Paris les 20 et 21 octobre du "sommet" européen permet de confirmer certains aspects de la politique de l'impérialisme français.

QUELS RAPPORTS AVEC L'IMPERIALISME US ?

Pompidou dans son discours d'accueil aux autres chefs d'état a pour la 1ere fois très clairement affirmé les liens privilégiés que l'Europe doit entretenir avec l'impérialisme US : *"L'Europe occidentale libérée des armées... grâce à la contribution essentielle des soldats américains, reconstruite avec l'aide américaine, ayant cherché sa sécurité dans l'alliance américaine, ayant admis jusqu'à présent comme élément principal de ses réserves de change la monnaie américaine, ne doit ni ne peut se couper des USA"*. Nous voilà loin des fracassantes déclarations anti-yankees de De Gaulle. Progressivement depuis que l'impérialisme français a fait renvoyer De Gaulle à Colombey, c'est une politique différente que Pompidou a été chargé de mettre en œuvre. Plusieurs faits en attestent ; donnons en 3 ici :

— **D'une part, l'abandon de la revendication de l'étalon-or comme seul étalon du système monétaire.** Cette revendication formulée par l'impérialisme français au début des années 60, visait la position du dollar US qui continuait à servir de monnaie privilégiée dans les réserves banquaires, dans les échanges internationaux, alors qu'il se dépréciait constamment, conséquence du déclin de l'impérialisme US. Or, en 1971, aux Açores où Pompidou était allé négocier avec Nixon, un compromis pour "régler" la crise monétaire, l'impérialisme français s'était satisfait de l'annonce par l'impérialisme US de la suppression de la taxe douanière de 10 % et de la dévaluation du dollar de 7,89 %, sans la moindre garantie du retour à la convertibilité du dollar en or. De même à la dernière réunion du F.M.I. (fond monétaire international) de septembre 72, où était à l'ordre du jour la réforme du système monétaire, Giscard d'Estaing délégué par Pompidou, n'a pas pipé mot de l'étalon or, ne s'est pas démarqué des positions de l'impérialisme US !

(suite page 2)

les suites du compromis des Açores

suite de la page 1

à bas les impérialismes européens

– D'autre part, la complicité active et non voilée qu'apporte aujourd'hui l'impérialisme français à l'agression US en Indochine.

La dernière conférence de presse de Pompidou, les molles protestations du gouvernement français quand Susini délégué général de France à Hanoï est mort sous les bombes US, en sont les preuves les plus récentes. On est effectivement loin du discours de De Gaulle à Phom-Penh réclamant le départ des troupes US d'Indochine !

– **Enfin, l'entrée de la Grande Bretagne dans l'Europe.** Sans cesse repoussée par de Gaulle, qui voyait en elle un pays impérialisme solidaire de l'impérialisme US, elle a été acceptée sans réticence par Pompidou sans que pour autant ses liens avec l'impérialisme US se soient fondamentalement modifiés, distendus.

RAPPROCHEMENT OU SOUMISSION ?

D'un tel rapprochement avec l'impérialisme US, les révisionnistes du P."C".F. crient à l'abandon de *"l'intérêt national"*, à la *"soumission à l'impérialisme US"*. En fait le système complexe des alliances et des contradictions de l'impérialisme français avec les autres impérialismes (américain, anglais, allemand, russe...) ne se résume certainement pas à la *"soumission à l'impérialisme américain"* :

Au travers des alliances qu'il ressert ou distend, l'impérialisme français cherche toujours à accroitre au détriment des autres impérialismes les zones qu'il domine et contrôle, exploitant et opprimant les peuples de ces régions ; l'insistance mise par Pompidou pour convaincre ses partenaires européens de réserver leurs exportations de capitaux dans les néo-colonies d'Afrique et dans les pays du bassin méditerranéen, est un exemple de la poursuite du projet impérialiste français d'édifier une "chasse gardée" interdite aux 2 superpuissances. C'est parce qu'ils sont d'accord avec cette politique de rapine et de pillage des pays africains et méditerranéens que les révisionnistes la taisent soigneusement ; mais cela dément pourtant clairement leur affirmation sur la prétendue "soumission" de l'impérialisme français à l'impérialisme US.

Le rapprochement des impérialismes français et US est le résultat d'un compromis passé sur la base du rapport de forces actuel entre eux. Les acquis de la période gaulliste de remise en cause par l'impérialisme français de l'hégémonie US, les reculs de l'impérialisme US dans le monde sont sanctionnés aujourd'hui par ce compromis. Que dans ce compromis des concessions ont dû être consenties des 2 côtés, c'est par exemple ce que prouvent les résultats connus de la réunion des Açores : en même temps que l'étalon or est abandonné par Pompidou, Nixon doit consentir à dévaluer le dollar pour la première fois depuis 37 ans. Mais de tels compromis, nécessairement passagers, ne peuvent faire disparaitre les contradictions qui les opposent.

UNE EUROPE CONTRE LES PROLETAIRES CONTRE LES PEUPLES OPPRIMES

D'une telle Europe, de telles alliances inter-impérialistes, les prolétaires européens, les peuples opprimés par les impérialismes européens n'ont rien à attendre d'autre qu'un surcroit d'exploitation et d'oppression. Si, lors de cette conférence au sommet, Pompidou voulait créer une *"fondation pour l'amélioration des conditions de travail et de vie"*, si d'autres étaient venus avec de nouveaux projets pour enrayer la hausse des prix, ces duperies démagogiques n'y ont même pas tenu beaucoup de place ! Il était plus important pour ces gangsters impérialistes de discuter des endroits privilégiés où exporter leurs capitaux, de discuter de l'immense réservoir de main d'œuvre, "libre" pour l'importation, que constituent les pays du bassin méditerranéen (Espagne, Portugal, Tunisie, Grèce, Turquie...), de coordonner pour le compte du sionisme la lutte contre les palestiniens en Europe...

Les prolétaires des pays européens, les peuples dominés par les impérialismes européens feront voler en éclat ce cartel de pays impérialistes.

PROBLEMES DE NOTRE REVOLUTION

L'AUTOGESTION DU P.S.U. une variante de la voie pacifique

Le mot d'ordre de "l'autogestion" qui a toujours été brandi par les anarcho syndicalistes, les vieux réformistes et des vieux révisionnistes, et qui est repris aujourd'hui avec insistance par le P.S.U. la C.F.D.T. etc... a 2 caractéristiques essentielles :

1. il a toujours servi à éluder la question centrale qu'a à résoudre le prolétariat dans la révolution : la destruction par la violence armée de l'appareil d'état bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

2. il a toujours correspondu à une vision totalement petite bourgeoise de la réalité du socialisme.

C'est le premier aspect que nous développons ici.

L'AUTOGESTION ET LE PASSAGE PACIFIQUE AU SOCIALISME

Lorsque l'on examine la question, décisive, de la prise du pouvoir par le prolétariat, telle que la voit le PSU, il apparait que la revendication de "l'autogestion" n'est que le pendant de la voie pacifique et électorale au socialisme.

"Prise du pouvoir" dans les usines, les lieux de production d'une part, prise du pouvoir "central" par les élections d'autre part sont les 2 aspects inséparables de cette variante soi-disant "gauche" du plus plat réformisme.

Jugeons plutôt sur pièces, c'est-à-dire sur le texte présenté au dernier congrès du PSU, le congrés de Lille, par la tendance dominante au sein de ce parti.

Ce texte examine tout d'abord, concernant "la prise du pouvoir" les 2 "solutions erronées" à savoir :

1. l'insurrection armée.

"Malgré son audience mythique dans l'extrême gauche française, c'est la plus improbable, la plus difficile et la plus contestable. Dans l'état actuel du système militaire Français, il est très difficile d'armer le prolétariat. Par ailleurs l'apparition d'une armée de métier (type défense opérationnelle du territoire) empêche tout espoir sérieux actuellement de fraternisation de type soviétique avec la population". **Ainsi si l'on comprend bien ce raisonnement ingénieux, le prolétariat ne doit pas prendre le pouvoir par la voie de l'insurrection armée... sous prétexte que la bourgeoisie est armée !**

2. "la victoire électorale qui permettrait à **elle seule** *(souligné par nous) à un gouvernement socialiste de faire des réformes révolutionnaires, est contredite par l'histoire du mouvement ouvrier. Elle ne remet pas en cause immédiatement, les structures de production et laisse intacts les lieux (!) du pouvoir politique".*

Voyez avec quelle délicatesse les réformistes parlent de la machine d'état bourgeoise : armée, police, bureaucratie administrative etc... Ainsi le PSU renvoie dos à dos l'insurrection armée (utopique) et la seule voie électorale (inefficace).

Y aurait-il donc une 3e voie entre marxisme léninisme et révisionnisme, une recette miraculeuse qui permettrait au prolétariat de faire la Révolution sans prendre le fusil ? Le P.S.U. a sa petite solution :

"L'hypothèse la plus probable est aujourd'hui celle d'un processus joignant **la paralysie de la production et la transformation de fait des rapports de production dans les usines,** *dans les villes (le changement des rapports de production dans les villes ?)...* **à des élections qui la ratifient et en confirment l'orientation."**

Ainsi d'après le P.S.U. le passage au socialisme résulterait d'un double mouvement :

1. d'une part, une intense mobilisation des masses (grève générale) qui aboutirait à la prise de possession dans les usines des moyens de production que les ouvriers des différentes entreprises commenceraient à faire fonctionner à leur service (auto-gestion) ; ce mouvement non seulement permettrait à la classe ouvrière de faire l'expérience directe de "nouveaux rapports sociaux", mais aussi serait assez pressant pour dissuader la bourgeoisie de se défendre.

2. d'autre part la tenue d'élections générales qui sanctionneraient en quelque sorte ce "nouveau rapport de forces".

Comme on le voit, derrière la phraséologie révolutionnaire, les propositions du PSU ne sont qu'une variante de la voie électorale et pacifique au socialisme, si chère aux révisionnistes modernes et à la vieille social-démocratie.

Car ce qui est éludé, dans cette transition indolore au socialisme, (obtenue "sous la pression des masses") : c'est l'existence de l'appareil d'état bourgeois -notamment de guerre- de la bourgeoisie contre le prolétariat, que la classe dominante renforce constamment pour préserver sa domination.

Le P.S.U. trompe la classe ouvrière :

– d'une part en lui faisant croire que la bourgeoisie, tant qu'elle possède l'appareil d'état à son service, peut accepter "une dépossession" de ses moyens de production, et se résigner à voir s'installer pendant une période, un contrôle de la classe ouvrière sur les conditions de travail, les licenciements, les choix de production etc... sans qu'elle utilise ses forces repressives demeurées intactes.

– d'autre part qu'elle peut accepter de se voir "renversée", dépossédée" par la tenue d'élections – qu'il y ait "pression des masses" ou pas–sans employer toutes les armes qu'elle a forgées pour maintenir son pouvoir.

QUELQUES ARTIFICES POUR MASQUER LE REFORMISME.

C'est ainsi par exemple que le P.S.U. veut introduire cette "nouveauté" : au cours de la "période révolutionnaire", (où se combinent si harmonieusement l'autogestion dans les usines et la tenue d'élections générales), il faut "imposer à la bourgeoisie le principe d'élections générales sur des bases entièrement renouvelées *(sur les lieux de production,* **à partir de scrutins réellement démocratiques (!) etc...)**

On peut faire toute les pirouettes possibles, mais sous la dictature de la bourgeoisie, tant que la force armée est du côté de la bourgeoisie, et non du côté du prolétariat, la modification du mode de scrutin (que celui-ci se fasse à la proportionnelle comme le proposent les révisionnistes du P."C".F. ou sur les lieux de production comme le souhaite le P.S.U.), ne change en rien la nature du suffrage universel : non seulement celui-ci ne peut refléter valablement la volonté populaire, mais surtout, en aucun cas, il ne peut en permettre l'application.

– De même pour masquer sa nature complètement réformiste, le P.S.U. se prétend partisan de "la violence révolutionnaire de masse". Mais il suffit d'y regarder de plus près, pour voir qu'il s'agit d'un leurre : pour le P.S.U., "la violence révolutionnaire est un *moyen de défense contre la violence exercée par la classe dominante à travers les rapports de force capitalistes : aucune violence n'est supérieure à celle-là.*

Ainsi pour le P.S.U., les ouvriers peuvent employer la violence mais seulement dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste, comme riposte à la violence quotidienne dans les usines. Les ouvriers peuvent faire des grèves, séquestrer des patrons, faire des piquets (merci le P.S.U. !) mais surtout pas employer la violence armée contre la violence armée de l'état bourgeois, et détruire ce dernier.

Là les travailleurs devront se borner à déposer leur bulletin dans l'urne (sur les lieux de production s'il vous plait) et attendre l'effet miraculeux de leur "pression" sur les forces répressives de la bourgeoisie.

TRANSFORMER L'ETAT BOURGEOIS OU LE DETRUIRE

Le P.S.U. poursuit, dans son fond, la même politique réformiste que le P."C".F. : s'appuyer sur le mouvement de masse et le dévoyer en lui donnant l'illusion d'une transformation insensible, progressive, sans destruction violente de l'état bourgeois, du capitalisme au socialisme. Le P."C".F., lui, pense que, par le biais d'une victoire électorale des "partis de gauche" et par les mesures de "nationalisations démocratiques", il sera possible progressivement de réduire la toute puissance des monopoles et de "soustraire l'état" à leur influence. Le P.S.U. pense, lui aussi, qu'à condition de s'accompagner d'un puissant mouvement de masse et de la mise en œuvre d'un "controle ouvrier" dans les usines, la tenue d'élections générales serait le début d'une transformation de l'appareil d'état bourgeois : *"(une telle stratégie) a pour objet d'accentuer la lutte de classe à tous les niveaux de l'appareil d'état".*

Mener la lutte de classe *dans* **l'appareil d'état !**

Voyez donc ce que les nouveaux crétins parlementaires ne vont pas chercher ! Messieurs les réformistes du P.S.U. ont "oublié" une "petite" chose : à savoir que la lutte du prolétariat ne devient réellement révolutionnaire que lorsqu'elle vise non à pénétrer l'état bourgeois, à l'aménager, comme le proposent tous les réformistes, mais lorsqu'elle vise à le détruire par la violence révolutionnaire et à le remplacer par un état prolétarien réalisant la dictature de la nouvelle classe dominante : le prolétariat.

3 millions avant la fin de l'année

Voici la 2e liste de souscription entrant dans la campagne pour les 3 millions avant la fin de l'année.

Dès sa lecture, tous nos amis lecteurs et sympathisants peuvent s'apercevoir que nous sommes loin du compte.

En effet si nous voulons avancer vers l'objectif que nous nous sommes fixé, il nous faut les 5.000 F par quinzaine.

Cette quinzaine la somme de 2.395,85 est rentrée : c'est nettement insuffisant.

Aussi avons nous fait imprimer des bons de soutien à notre journal dont nous présentions le modèle dans notre dernier numéro : il existe des carnets de bons de 2 F, 5 F, 10 F.

Il est nécessaire de passer les commandes de carnets de bons de soutien dès aujourd'hui, bons à placer auprès de nos amis lecteurs et sympathisants. Ainsi participeront-ils au soutien financier de front rouge.

Pour aider à faire connaitre notre journal, des papillons sont aussi à la disposition de nos camarades.

En avant pour les 3 millions !

SOUSCRIPTION

Lyon	250 F
Nantes	10 F
Villerupt	164 50 F
Villerupt	5,50 F
Rouen	10 F
Besançon	400 F
Strasbourg	30 F
Créteil	200 F
Lyon	100 F
Lyon	100 F
Paris	525,85 F
Caen	600 F
Total	2.395,85 F

en vente **les brochures front rouge**

* **contre le spontanéisme 2 f**
* **les OS face à l'intensification du travail 2 f**
* **la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord 1 f**

ajouter 0,50 par brochure pour le port

abonnement de soutien

Abonnement d'1 an : cocher la somme choisie

NOM .....
PRENOM .....
ADRESSE .....

50 f. **100 f.** **200 f.**

envoyez ce bon à Front Rouge BP 47 69 397 LYON CEDEX 3

abonnez-vous à front-rouge ccp 204-51 lyon

	France		Etranger	
Pli normal	1 an	20 F	1 an	40 F
	6 mois	10 F	6 mois	20 F
Pli fermé	1 an	70 F	1 an	100 F
	6 mois	35 F	6 mois	50 F

abonnement d'essai : 3 mois : 5 f

associons les masses à l'élaboration de l'indice front rouge

Front rouge nº 40 a montré l'importance d'élaborer aujourd'hui l'indice des prix qui reflète parfaitement les dépenses des ouvriers, le rôle et la place de cet indice dans la lutte contre la bourgeoisie et les révisionnistes.

A partir des budgets qui seront envoyés au journal, il pourra être établi une pondération des différents postes, c'est-à-dire la part des dépenses qu'une famille ouvrière réserve soit à l'alimentation au loyer etc... Une fois cette pondération établie, des relevés réguliers des prix d'articles entrant dans chaque poste (au début tous les 3 mois) seront effectués par les lecteurs et correspondants, ce qui permettra de calculer les augmentations que subit chaque poste... Et suivant l'importance à l'intérieur du budget il sera facile de voir comment et dans quelle proportion varie l'indice front rouge.

Pour arriver à cet objectif, il faut que les diffuseurs de front rouge popularisent le plus largement possible l'initiative du journal.

Il ne faut pas non plus perdre de vue qu'il est possible de mobiliser et d'organiser sur la base du budget des ouvriers et des femmes d'ouvriers, qui ne sont pas en accord complet avec nous. De larges possibilités de liaison avec les masses nous sont offertes, nous devons les saisir ! C'est ce qu'ont commencé à faire nos camarades de Villefranche.

A Villefranche nous nous sommes mobilisés sur la question de l'indice. Déjà des copains, avec des ouvriers qu'ils connaissaient (voisins d'immeubles, camarades de travail, parents etc...) ont commencé à établir des budgets.

Les difficultés sont nombreuses : en général les gens n'ont pas l'habitude de noter toutes les dépenses (de toute manière ils savent bien qu'à la fin du mois quand ce n'est pas avant, tout le salaire est dépensé).

C'est pourquoi il est nécessaire de bien expliquer pourquoi établir un budget, et comment s'y prendre. Par exemple pour établir un budget sur un mois, les copains n'hésitent pas :

— à rendre visite aux gens une fois par semaine.

— à demander aux ménagères de conserver toutes les notes.

— à rédiger une feuille sur laquelle inscrire les dépenses.

Il est parfois difficile de tout de suite vouloir établir un budget complet : manque de temps, l'utilité d'un budget complet qui n'est pas évidente. Dans ces conditions, les camarades relèvent simplement certains postes : loyer, alimentation, ou chauffage et poursuivent les discussions.

Des budgets vont être réalisés avec des camarades immigrés. C'est important parce qu'ils font partie de la fraction la plus exploitée de la classe ouvrière, et que leurs dépenses sont souvent différentes de celles des familles des ouvriers français (envoi d'argent à la famille restée au pays etc...)

Afin d'élargir notre travail, un tract dénonçant le régime capitaliste responsable de la hausse des prix, la complicité des révisionnistes, et se concluant sur l'indice front rouge, a été diffusé aux portes des boites et à l'entrée des supermarchés. Des panneaux illustraient les principaux points du tract (un panneau entier consacré à l'indice front rouge). Nous appelions les gens à prendre contact.

— aux portes des usines, de nombreux ouvriers s'arrêtaient pour lire les panneaux ; ils échangeaient des réflexions, tel un ouvrier immigré : *"le prix du beefteck est le même pour moi et pour le patron, pourtant à la fin du mois la paye n'est pas la même, alors, nous les ouvriers, on est obligé de "réduire sur la viande" quand les prix montent".*

On a pu discuter avec quelques gars, expliquer la nécessité d'un indice reflétant les véritables dépenses d'une famille ouvrière. Les camarades qui travaillent dans les boites pourront à partir du tract développer une agitation sur ce qu'est le salaire, faire participer les ouvriers à l'élaboration de l'indice.

— nous avons diffusé le tract sur 2 supermarchés en choisissant les heures de pointe. On a pu constater qu'il ne suffisait pas d'attendre que les gens lisent les panneaux, viennent discuter (en général ils ne s'arrêtent pas spontanément). C'est aux diffuseurs à prendre l'initiative, à avoir un esprit offensif : par exemple, un camarade diffusait front rouge en centrant ses interventions sur l'indice (plusieurs numéros ont été diffusés).

Dans l'ensemble l'accueil a été favorable. Par exemple une personne s'arrête devant les panneaux en disant : *"c'est un bon moyen pour dénoncer les capitalistes".*

Nous allons développer cette campagne sur les indices avec un nouveau tract, qui expliquera concrètement comment à partir des budgets, Front Rouge pense établir son indice. Ce tract sera diffusé sur les quartiers et les boites. Puis au porte à porte, car les discussions sont plus faciles. Il s'agira de choisir les jours et les heures où les gens sont disponibles : l'après-midi en semaine par exemple, pour toucher les ménagères, le dimanche matin pour les ouvriers qui se préoccupent tout autant que leurs femmes de la hausse des prix.

Nous allons accentuer notre effort vers les femmes d'ouvriers qui sont particulièrement sensibles aux hausses des prix, car souvent se sont elles qui gèrent le budget familial. Les conditions sont requises pour les organiser sur la base de l'indice front rouge.

correspondant Villefranche

soutien à la grève de brandt-villieu

A Villieu (voir Front Rouge Nº 41) la grève des ouvriers immigrés continue. A Lyon les camarades de Front Rouge intensifient la popularisation et le soutien financier.

D'abord, évidemment, à Brandt-Gerland dont l'usine de Villieu est une filiale. En s'appuyant sur leur réseau de diffusion Front Rouge, dans la boîte, nos camarades ont recueilli environ 45 F et 50 F à la sortie lors de la diffusion militante d'un tract de soutien accompagnée de panneaux expliquant la lutte.

Dans d'autres usines, c'est le même processus : à Rhône-Isère, par exemple cette usine où 600 femmes viennent de mener une lutte décidée "contre les salaires de misère" (voir F.R. Nº 39) ; à Richier où 50 F ont été collectés sur un total de 100 travailleurs, surtout des immigrés...

Ailleurs, sur les marchés (comme celui des puces où chaque dimanche des milliers d'ouvriers immigrés convergent), parmi la jeunesse des lycées et des facultés, dans les C.E.T. les camarades multiplient les collectes, les prises de parole.

Jusqu'à présent à peu près 500 F ont été recueillis.

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE VILLIEU !

correspondant Lyon

Cette même publicité est parue, l'une dans l'Huma-Dimanche avec la légende "soudain un conseiller municipal...", et l'autre dans "les Informations", journal économique bourgeois, avec la légende "soudain Nicolas Lefranc..." (N. Lefranc est membre du Conseil d'Administration d'une "grande société".) Pour IBM l'Huma est un bon support publicitaire et les maires révisos de bons clients. IBM, en bon commerçant, a bien compris ce qu'était le P"C"F, Parti Commercial et Financier, et il sait que les maires révisos sont d'aussi bons gestionnaires que N. Lefranc.

sollac de wendel prépare les licenciements

Derniers jours de septembre : pour appuyer une délégation syndicale, en discussion avec la direction, les ouvriers des fours arrêtent le travail. C'est une grève sur le tas : ou la direction donne satisfaction et les lingots sont défournés et laminés, ou elle laisse traîner et les lingots restent dans les fours.

Et la direction laisse traîner, les lingots restent au chaud, et 320 tonnes d'acier sont inutilisables. *"C'est de leur faute"* dit la Sollac. *"Ils étaient parfaitement au courant"* dit l'ingénieur qui a tenté d'obtenir le défournement. Et la Sollac de réclamer 1 F de dommages et intérêts !

Cent balles ? Somme ridicule !

Mais le franc symbolique est l'arbre qui cache la forêt et la manœuvre de la Sollac. C'est la Sollac qui a foutu volontairement en l'air les 320 tonnes d'acier. Car pour le trust il faut obtenir cette condamnation. Pourquoi ?

Si elle obtient le franc symbolique cela veut dire que c'est la faute des ouvriers. **Le cas pourra faire jurisprudence.** Désormais à tout arrêt de travail, les ouvriers seront tenus pour responsables des dégâts occasionnés à la production ; étant responsables, ils rompent leur contrat de travail, ce qui permet de licencier à bon compte les "emmerdeurs"...

Car De Wendel ne pourra recaser les 12.000 ouvriers qu'il jette sur le pavé par son plan de reconversion.

La Sollac fourbit ses armes pour les luttes à venir !

correspondant

La semaine prochaine paraîtra un supplément spécial "55e Anniversaire de la REVOLUTION D'OCTOBRE"
Passez vos commandes.

fos capital assassin

20 ouvriers hospitalisés ou tués en juillet, 35 en août, voilà le bilan "officiel" de 2 mois d'exploitation sur les chantiers de la zone de FOS. Ne sont pas comptés les gars qui sont transportés en clinique sans aucune déclaration d'accident.

Pas d'infirmerie, une seule ambulance, sur le chantier du complexe sidérurgique le plus moderne du monde, c'est la part du progrès que les Wendel Sidelor, Usinor, Tyssen réservent à la classe ouvrière.

Les conditions de travail à FOS sont identiques à celles du chantier d'Usinor à Dunkerque (voir front rouge nº 41). Ici comme à Dunkerque, les capitalistes n'ont qu'une idée en tête : les délais. Plus vite le complexe de FOS sera terminé, plus vite ces rapaces pourront extorquer de la plus value à la classe ouvrière, et c'est elle qui subit les conséquences de cette course au profit maximum.

Même les mesures les plus élémentaires de sécurité ne sont pas respectées : à un même endroit on fait travailler les ouvriers à 3 niveaux différents : terrassiers, soudeurs, monteurs ; un boulon, un outil, en tombant a de grandes chances de blesser un ouvrier. Sur les milliards investis à FOS, les capitalistes refusent de lacher quelques centimes pour la sécurité.

Le 25.9 une grue a basculé : le gruttier a été considéré comme responsable, et muté dans une équipe de nettoyage, alors que dans son carnet de bord il avait écrit :

"11.9. : frein d'orientation à vérifier

13.9. : fuite de lockheed importante : sortie 20L.

14.9. : tirant de sécurité cassé.

Aucune réparation jusqu'au 25, jour de "l'accident" !

Face à cette accumulation d'accidents que font P"C"F et CGT ?

Déjà lors de la grève de juin, la CGT avait totalement abandonné les revendications sur la sécurité, les réduisant à des promesses : **1 ambulance supplémentaire, 1 infirmerie avec lit",** qui n'ont jamais été tenues, Aujourd'hui elle multiplie les interventions auprès des membres de l'appareil d'état.:

— en demandant à l'inspection du travail d'être plus sévère, de procéder à des mises en demeure, de dresser des procès verbaux. Tout ceci est bien conforme au programme commun.

— en demandant à la préfecture d'obliger la Solmer à tenir ses promesses : 2 ambulances, infirmerie avec lit.

— en demandant de **"donner les moyens aux membres permanents du comité "hygiène et sécurité" d'être efficaces, autoriser les délégués syndicaux à suivre des stages d'hygiène et sécurité".**

Voilà bien une revendication dans la droite ligne révisionniste, figurant en bonne place dans le programme commun : elle vise uniquement à augmenter le nombre de sinécures à la disposition des bonzes révisionnistes, la sécurité des travailleurs n'aura rien à y gagner. De toutes façons, les révisionnistes ont choisi : pour eux **"la Solmer doit être construite en 73"** *Le P"C"F ne peut prétendre revendiquer une amélioration réelle des conditions de travail, ne peut prétendre imposer des règles de sécurité, puisque, comme les Wendel-Sidelor, Usinor, Thyssen leur préoccupation principale, c'est aussi que la Solmer soit terminée au plus vite.*

correspondant Fos

GCL - nancy CGT, CFDT, JJSS... ...même combat.

Les ouvriers de l'atelier mécanique de la grande chaudronnerie de Lorraine sont en grève depuis le 25 septembre. Le 2 octobre les ouvriers des charpentes les ont rejoints dans la lutte.

— les ouvriers refusent l'horaire posté (2 x 9) que veut imposer la direction, ils réclament l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité. Actuellement il n'y a ni vestiaires, ni lavabo, ni chauffage, ni réfectoire. 492 "accidents" en 71, pour 350 ouvriers ! 1er semestre de 72 : 52 accidents dans un atelier de 50 ouvriers ! Pas de médicaments à l'infirmerie, bien que le PDG de la boîte connaisse la question : il est médecin.

— ils exigent une augmentation des salaires et une réduction des horaires. Actuellement : plus de 60 h par semaine ! avec des pointes de 90 h, et parfois 37 h d'affilé. Pour les salaires ce sont les plus bas de Nancy pour la métallurgie. Tout cela bien que régulièrement, l'inspection du travail prononce des "mises en demeure"...

— à la révolte des ouvriers, le rapace Boileau répond par le chantage et l'intimidation. Il envoie l'huissier, menace de faire intervenir les flics. "L'Est Républicain", journal local, a gardé le silence sur la grève au début : il est vrai que le médecin-PDG est aussi un gros actionnaire de ce torchon.

Et voilà J.J.S.S. qui se trouve soudain une vocation de défenseur de la classe ouvrière ! Eh oui, cette fripouille se permet de dénoncer les conditions de travail *"qui semblent particulièrement mauvaises"* d'*"encourager les ouvriers en lutte"* en leur disant : *"il me parait normal que vous ne cédiez pas".* Cet exploiteur s'offre même le luxe de verser 1 million d'anciens francs au fond de solidarité des grévistes ! Ce million, si *"généreusement donné"* provient des profits réalisés dans les entreprises *"propres"* appartenant à ce triste individu. En bon capitaliste qu'il est, le député de Nancy sait investir : ce million à quelques mois des élections est pour lui un bon placement, et lui rapportera à coup sûr quelques voix.

Surtout lorsque la CGT et la CFDT tiennent exactement le même langage que lui, utilisent les mêmes arguments :*"les travailleurs de la GCL demandent justice", "le scandale doit cesser", "usine d'un autre siècle", "le patron doit négocier"* (tracts CGT/CFDT). La seule différence avec J.J.S.S. est que les révisionnistes et les réformistes... n'ont pas donné le petit million. Ainsi les positions humanistes laissent le champ libre aux manœuvres de n'importe quel réactionnaire. Et JJSS est on ne peut plus clair, lorsque dans une réponse aux syndicats CGT et CFDT de la GCL, il affirme que : *"c'est l'avenir même de l'entreprise privée que nous défendons, ensemble, en refusant qu'elle soit un bagne"* C'est l'avenir du système capitaliste que défendent ensemble ce représentant du capital financier, révisionnistes et réformistes. Ce qu'ils veulent, c'est un capitalisme *"moderne, propre"*, où les ouvriers seront exploités dans les bagnes type Simca ou Renault, entreprise nationalisée.

correspondant

yankees hors du chili !

L'année dernière le trust Kennecott était expulsé par le gouvernement Allende des mines de fer qu'il pillait au Chili. A la demande de Kennecott, un tribunal français vient d'ordonner la saisie d'une cargaison de cuivre chilien. C'est un sérieux appui de l'impérialisme français aux efforts de l'impérialisme US pour maintenir sa domination sur les peuples du monde. Surtout aumoment où des grèves,fomentées par la Démocratie chrétienne (l'instrument des yankees), paralysent le ravitaillement du Chili. Devant ces événements les révisionnistes font passer Allende pour un ferme combattant anti-impérialiste. En réalité, si Allende a pu arriver à la tête du gouvernement il y a deux ans, et prendre depuis certaines mesures pour limiter le pillage du Chili par l'impérialisme US, c'est d'abord parce qu'il s'est appuyé sur un puissant mouvement populaire anti-US. Et c'est aussi parce que des fractions de la bourgeoisie chilienne en ont assez de la domination sans partage de l'impérialisme US, et veulent aussi exploiter le peuple à leur profit.

LIMITER LA DOMINATION DE L'IMPERIALISME US...

L'arrivée de Allende au gouvernement a-t-elle porté un coup décisif au pillage impérialiste ? Un coup décisif, sûrement pas, puisque une grande partie des intérêts US au Chili sont sauvegardés. Dans de nombreux secteurs, où des sociétés mixtes associaient capitaux US et capitaux d'Etat, les intérêts US n'ont en rien été touchés : la Dow Chemical dans l'industrie chimique, la RCA International Limited dans l'électronique... Ailleurs, l'état chilien a pris en mains des secteurs non rentables pour l'impérialisme : les mines de salpêtre ou les mines de charbon de Lota-Schwager... Enfin de nombreuses nationalisations ont donné lieu à des indemnités substantielles, par exemple, la Bethleem Iron Mines qui possédait 50 % des mines de fer chiliennes verra ses investissements remboursés sur 17 ans avec un intérêt annuel de 5,5 %. Quant à la dette de 3,6 milliards de dollars, réclamés à l'état chilien, en remboursement des "prêts" faits par divers impérialismes dont l'impérialisme US, Allende se déclare toujours d'accord pour la rembourser.

Mais même si le coup porté à l'impérialisme US n'est pas décisif, il est cependant bien réel. C'est ainsi que la nationalisation du cuivre ne donnera lieu à aucune contrepartie puisque Allende estime que les super profits réalisés sur le dos du peuple chilien dépassent largement les indemnités que le Chili aurait dû verser. Or, pour les 2 principales sociétés US qui pillaient le cuivre chilien, l'Anaconda et Kennecott, cela signifie la perte de leurs meilleures sources de profits : le pillage du cuivre chilien leur rapportait de 2 à 4 fois plus que n'importe quelle autre de leurs activités. L'impérialisme ne peut plus dominer sans partage le Chili et exploiter ses richesses à loisir.

...AU PROFIT DE LA BOURGEOISIE CHILIENNE.

Certaines mesures de nationalisation ont reçu l'accord de tous les partis bourgeois chiliens, y compris la DC. C'est qu'elles correspondent à la volonté de larges couches de la bourgeoisie chilienne d'exploiter pour son compte les richesses nationales. Les représentants de cette bourgeoisie, les technocrates formés à l'école capitaliste US, ou les dirigeants syndicaux formés à celle du P"C" révisionniste dominent les conseils d'administration des nouvelles sociétés nationalisées. Les fils de cette bourgeoisie, officiers de l'armée chilienne qui est encore aujourd'hui entraînée et armée par les américains, se portent garant que le pouvoir ne lui échappera pas. Eux-aussi, sont placés par l'Union Populaire aux postes clefs de l'économie et de l'administration ; ils sont même, par exemple, responsables de la réforme agraire dans 4 provinces du Sud (celles où les indiens Mapuches exigent que leurs terres, volées par les riches colons, leur soient restituées).

En fin de compte, si certaines fractions de la bourgeoisie chilienne y trouvent bon compte, qui paie les frais de la politique Allende ? Les ouvriers et les paysans, car ce sont eux les premiers touchés par les conséquences de la politique de l'Union Populaire et des mesures de rétorsion US : salaires bloqués, prix en hausse, pénurie d'aliments et ... augmentation de la productivité, le fameux "retroussez vos manches" que nous connaissons bien. C'est tenter d'associer les masses chiliennes à leur propre exploitation, de les détourner d'une lutte conséquente contre l'impérialisme.

SEUL LE PEUPLE EN ARMES PORTERA DES COUPS DECISIFS A L'IMPERIALISME

Mais l'impérialisme n'a jamais renoncé à revenir à une domination sans partage du Chili, tel est le sens des mesures actuelles contre le gouvernement Allende, qui font partie d'un plan préparé de longue date, pour ruiner l'économie chilienne et saper le mouvement populaire anti-US sur lequel Allende s'appuie.

De l'extérieur : l'impérialisme manœuvre pour couper toute rentrée de devises au Chili. Déjà, en août 1971, le Teximbank société US d'import export refusait un prêt de 21 millions de dollars. En février dernier, la société Anaconda obtenait la saisie des biens chiliens aux USA. Aujourd'hui, les prêts US au Chili, qui étaient autrefois de 220 millions de dollars sont tombés à 24 millions. C'est dans le même but que la Kennecot obtient en ce moment de divers tribunaux Européens la saisie des livraisons de cuivre chilien.

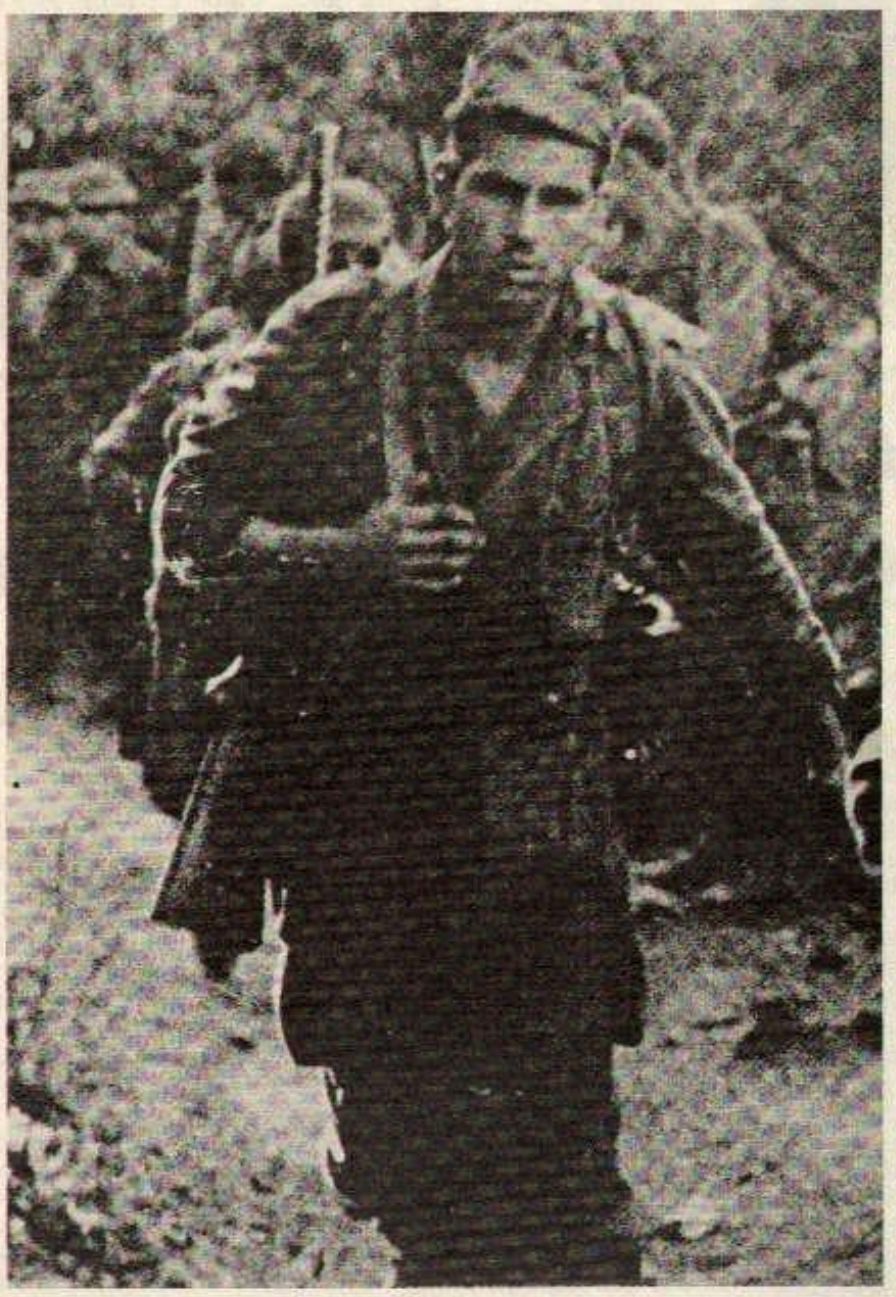
Parallèlement à ces mesures de blocus, l'impérialisme US agite à l'intérieur même du Chili. Recemment, un journaliste dévoilait le complot préparé par la CIA et l'ITT contre Allende. Aujourd'hui encore, l'impérialisme US utilise toutes les forces sociales susceptibles de s'opposer à l'Union Populaire. Il finance et livre des armes aux propriétaires fonciers expulsés et qui montent des bandes armées dans tout le pays. Par l'intermédiaire de la DC, l'impérialisme US tire profit du mécontentement causé par la pénurie d'aliments, la hausse des prix, pour organiser des grèves dans diverses couches de la bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière, les contremaîtres des mines, les étudiants, et tout récemment les propriétaires de camions et les commerçants. Ces dernières ont, en outre, l'avantage pour l'impérialisme d'accroitre encore la pénurie d'aliments et les difficultés des masses chiliennes.

Mais toute opposition à Allende n'est pas manipulée par l'impérialisme US comme le prétendent les révisionnistes du P"C"F. Car le peuple chilien, s'il se mobilise pour soutenir les quelques mesures anti-US de l'Union Populaire sait aussi se mobiliser contre la bourgeoisie que représente l'Union Populaire : les manifestations, les grèves, les occupations d'usines et de propriétés se multiplient. Le peuple chilien fait l'expérience du réformisme d'Allende dénoncé par les communistes marxites léninistes du PCR. Et il comprendra que ce ne sont pas quelques réformes, mais seulement la lutte armée qui chassera l'impérialisme.

Cambodge

l'URSS assure le matériel de guerre U.S.

On savait déjà que le social impérialisme soviétique poignardait dans le dos la lutte des peuples indochinois en soutenant et en apportant une aide économique à Lon Nol fantoche cambodgien installé par l'impérialisme US. Le social impérialisme fait encore plus : il réassure la société Nationale d'Assurance Cambodgienne (SNA) qui assure le matériel US acheminé par le Mékong du vietnam du sud à Phom-Penh, sous l'escorte de l'aviation US. (Le monde du 21.9.72). Non seulement l'URSS se porte garant du transport d'un matériel d'agression qui permet à Lon Nol de se maintenir encore dans un Phom-Penh encerclé par les Forces de Libération Nationales du Cambodge, bien plus, les révisionnistes soviétiques donnent de l'argent aux impérialistes US et à leurs laquais quand leur matériel est endommagé par les FAPLNC. Soutenir les fantoches de l'impérialisme US, assurer financièrement le matériel militaire de l'agression US contre les peuples en lutte pour leur libération, voilà où mène la politique social-impérialiste de cœxistence pacifique avec l'impérialisme US.



"La France soutiendra les peuples encore colonisés qui luttent pour leur indépendance" (Programme Commun PS-PC p. 185)

Au moment où éclate l'insurrection du 1er novembre 1954, Mitterand ministre de l'intérieur du gouvernement Mendès France, réplique immédiatement aux maquisards algériens qui engagent la lutte contre le colonialisme français : **"la négociation avec les rebelles, c'est la guerre"**.

Les revisionnistes se retrouvent aux côtés du socialiste Mitterand dans la même condamnation du déclenchement de la lutte de libération nationale. En Algérie le P"C"A traite, dans "L'Alger républicain", les premiers maquisards de "provocateurs", de "semeurs de panique", de "poignée d'agitateurs inconscients ou corrompus", et exhorte les autorités colonialistes à "faire appel aux masses pour anéantir la rébellion, seule façon d'attacher le pays à la France...". Le P"C"F renchérit : **"le P"C"F... ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux"**. En juillet 55, alors que le peuple algérien répond massivement à l'appel du FLN, il se dresse, chien de garde des intérêts colonialistes : "il appartient aux communistes de mettre en garde les travailleurs algériens en France, sur le danger que représenterait pour nos intérêts communs toute action isolée ou aventuriste".

Une telle attitude ouvertement contre révolutionnaire a dégouté bon nombre de militants révolutionnaires algériens pour lesquels les seuls représentants du marxisme léninisme étaient des partis qui appelaient à la répression contre eux. Leur position de défense de l'impérialisme français a contribué à ce que la lutte de libération nationale profite non au prolétariat et à la paysannerie mais à une bourgeoisie algérienne.

1er novembre 1954

le peuple algérien prend les armes contre l' impérialisme français

Le 1er Novembre 1954, à 1 h 15 du matin, à Alger, Batna, Biskra, Tizi Ouzou, Cassaigne... les premières forces de la rébellion algérienne frappent les premiers coups qui sonneront 8 ans plus tard le glas de la domination colonialiste. Une proclamation annonce la création du FNL et de l'ALN. La masse du peuple algérien répond massivement à l'appel du FNL. En persévérant dans la voie de la lutte armée, en dépit de la force brutale de l'impérialisme qui utilise tous les moyens pour briser la résistance (répression de Massu La Torture pendant "la Bataille d'Alger", "pacification" de De Gaulle...), le millier de djounouds de 1954 deviendra l'ALN qui jusqu'en 1962 met en échec l'armée coloniale française. Quand le 5 juillet 62, l'indépendance est proclamée, le peuple algérien par la voie de la lutte armée, s'est débarrassée de la domination coloniale française.

Il faut alors reconstruire un pays entièrement pillé par le colonialisme français. L'impérialisme y a accaparé les meilleures terres pour y imposer des cultures d'exportation (la vigne) en expropriant et en rejetant une masse de paysans affamés vers les villes où l'impérialisme n'a créé qu'un minimum d'industries subordonnées à ses intérêts propres (exploitation du pétrole). Dans cette formidable armée de réserve (64 % de chômage), l'impérialisme puise et sélectionne la main-d'œuvre qu'elle surexploite dans les bagnes capitalistes de la métropole. Les tâches étaient énormes pour les dirigeants algériens de l'époque qui parlaient des tâches de construction d'une Algérie socialiste.

Parler de socialisme, en 1962, était en fait une illusion. La lutte armée était victorieuse mais elle n'avait pas été dirigée par le prolétariat organisé mais par la bourgeoisie algérienne anti-colonialiste. Et, en 1962, la prise du pouvoir se fait au profit de la bourgeoisie. Durant les tous premiers mois de l'indépendance, on assiste au sein de la bourgeoisie algérienne à une lutte entre les cliques rivales du FNL et de l'armée. Un certain nombre de cadres du parti et de l'armée s'installent aux postes-clefs de l'appareil d'état que le nouveau pouvoir met en place, la petite bourgeoisie qui s'approprie les biens laissés vacants par le départ des colons y trouve des places.

Les premières mesures économiques furent des nationalisations pour permettre au gouvernement algérien de reprendre le contrôle des millions d'hectares de terres exploitées avant par les colons, de ses richesses naturelles (pétrole, gaz naturel, fer). Sur les plantations confisquées, il établit des fermes autogérées, il développe des usines de transformation. Cette bataille pour la récupération et l'exploitation par l'Algérie elle-même de ses richesses nationales a porté des coups réels à l'impérialisme, elle continue (au printemps 71, le gouvernement algérien a nationalisé les compagnies pétrolières francaises), mais au profit de qui sont-elles faites, quels intérêts servent-elles ? Ceux de la bourgeoisie, en aucun cas ceux du prolétariat et des paysans.

Si l'on examine les résultats de l'autogestion tant dans l'agriculture que dans l'industrie, on s'aperçoit que, si dans les textes, elle devait permettre le contrôle de l'assemblée des travailleurs sur la marche de l'entreprise, elle ne peut être, à cause de la nature du pouvoir qui appartient à la bourgeoisie, qu'un secteur du capitalisme d'etat. Toutes les décisions sont prises en dehors de l'entreprise. La presse algérienne, elle-même, regorge d'articles dénonçant la corruption des directeurs des secteurs autogérés.

De plus, la part du capitalisme privé, pendant ce temps n'a cessé d'augmenter. Dans l'agriculture, au lendemain de l'indépendance, un certain nombre de cadres politiques et militaires se sont emparés des anciennes plantations comme Aît Ahmed, secrétaire actuel du Parti, qui s'approprie des grandes possessions dans le Titeri et entre autres le hara de chevaux à Tiaret. Actuellement 3 % de propriétaires détiennent 25 % des terres et exploitent les petits paysans en prélevant sur eux la rente foncière. Dans le secteur industriel, 8.000 petits capitalistes privés se sont développés depuis l'indépendance.

Tout cela se traduit par une misère très grande pour les masses. Les prix des denrées courantes ont augmenté de 200 %. Le chômage est très développé. Dans les campagnes, le taux de sous-emploi est de 50 % ; en 1972, il y a 1.250.000 chômeurs masculins, moins de 100.000 femmes ont un emploi. Les travailleurs les plus privilégiés, ceux qui sont dans les domaines autogérés, gagnent 8 dinars par jour (8,50 F) sur lesquels l'Etat effectue des prélévements. Or ces travailleurs sont très peu nombreux. Dans le domaine Bouchaoui, ex-domaine Bugeaud, 250 travailleurs agricoles ont du travail toute l'année, le reste, de 500 à 1.500 paysans, sont des saisonniers et ne travaillent que 3 mois par an.

Pour remédier à cette misère, le gouvernement parle d'industrialisation et surtout depuis juin 72, d'une nouvelle réforme agraire. Cette réforme touche plus de 5 millions de paysans dont le revenu ne dépasse pas 170 dinars, elle est présentée comme la solution miracle. En fait, c'est le mécontentement grandissant des masses qui a obligé le gouvernement Boumedienne à cette réforme sous peine d'affronter des révoltes populaires, il le reconnait lui-même. Elle est destinée à atténuer les contradictions qui opposent le gouvernement aux masses au même titre que l'autogestion sous Ben Bella. Elle ne changera en rien la situation de misère des masses. Les terres les plus riches restent aux mains du secteur autogéré et des grands propriétaires féodaux. Ce sont uniquement les terres les plus pauvres qui seront redistribuées.

Quant à la résorption du chômage, c'est une mascarade. Il y a plus d'un million de chômeurs masculins actuellement ; chaque année 175.000 personnes arrivent sur le marché du travail. Or, en 6 ans, depuis l'arrivée au pouvoir de Boumedienne, il n'a été créé que 80.000 emplois. En 1980, si toutes les industries prévues sont mises en place, 30.000 emplois seulement pourront être créés par an. La bourgeoisie au pouvoir, qui consomme une part énorme du revenu national, Elle s'est créée pour elle-même presque autant d'emplois dans l'armée (120.000) et dans l'administration (200.000) que dans l'industrie (170.000) et l'agriculture (225.000). C'est pour son propre développement que les masses payent. Résorber le chômage, pour elle, serait se supprimer des bénéfices énormes : les travailleurs algériens qu'elle oblige à partir se faire exploiter dans les bagnes des métropoles impérialistes, envoient chaque année 1 milliard de francs; ils sont la seconde source de devises après les hydrocarbures qui eux apportent 1,5 milliard de francs.

Une bourgeoisie qui a accepté dès l'indépendance de continuer à nourrir l'émigration (les accords d'Evian), même si elle a lutté pour récupérer ses richesses nationales, est encore dépendante de l'impérialisme qui exploite les pays dominés par le pompage des ressources naturelles et par le pompage des hommes.

Pour obtenir une véritable indépendance politique et économique, le peuple algérien a donc à poursuivre le combat anti-impérialiste pour lequel il a pris les armes le 1er novembre 1954 et ce combat passe par le renversement de la bourgeoisie algérienne liée à l'impérialisme.

Imprimerie P. Guilloux, 92, rue de la Villette. — Dépôt légal n° 308, 4e trimestre 1972. — Directeur de Publication : Camille Rey. — Distribué par NMPP. — Commission Paritaire 51 165